



*The World's Largest Open Access Agricultural & Applied Economics Digital Library*

**This document is discoverable and free to researchers across the globe due to the work of AgEcon Search.**

**Help ensure our sustainability.**

Give to AgEcon Search

AgEcon Search

<http://ageconsearch.umn.edu>

[aesearch@umn.edu](mailto:aesearch@umn.edu)

*Papers downloaded from **AgEcon Search** may be used for non-commercial purposes and personal study only. No other use, including posting to another Internet site, is permitted without permission from the copyright owner (not AgEcon Search), or as allowed under the provisions of Fair Use, U.S. Copyright Act, Title 17 U.S.C.*

*No endorsement of AgEcon Search or its fundraising activities by the author(s) of the following work or their employer(s) is intended or implied.*

## SÉBASTIEN ABIS (DIR.). LE DÉMÉTER 2019

Dominique Desbois

Société française d'économie rurale | « Économie rurale »

2019/2 n° 368 | pages 129 à 132

ISSN 0013-0559

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/revue-economie-rurale-2019-2-page-129.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour Société française d'économie rurale.

© Société française d'économie rurale. Tous droits réservés pour tous pays.



---

## Sébastien ABIS (dir.). Le Déméter 2019

Dominique Desbois

---



**Édition électronique**

URL : <http://journals.openedition.org/economierurale/6865>

ISSN : 2105-2581

**Éditeur**

Société Française d'Économie Rurale (SFER)

**Édition imprimée**

Date de publication : 30 juin 2019

Pagination : 129-132

ISSN : 0013-0559

**Référence électronique**

Dominique Desbois, « Sébastien ABIS (dir.). Le Déméter 2019 », *Économie rurale* [En ligne], 368 | Avril-juin 2019, mis en ligne le 30 juin 2019, consulté le 05 juillet 2019. URL : <http://journals.openedition.org/economierurale/6865>

---

© Tous droits réservés

Sébastien ABIS (dir.)

**Le Déméter 2019**

Paris, Club Demeter et Iris, 25 €, 382 p.

**L**e Club Demeter réunit régulièrement les acteurs du complexe agroalimentaire français sur une base associative et le *Déméter* rend compte annuellement de leurs préoccupations. Conjointement éditée avec l'Institut des relations internationales et stratégiques (Iris), *think tank* géopolitique, l'édition 2019 du *Déméter* aborde les questions stratégiques de la production agricole et de sa transformation alimentaire que sont la démographie l'urbanisation, la mondialisation des échanges, l'instabilité politique, les innovations technico-organisationnelles et autres facteurs susceptibles d'affecter les grands (dés)équilibres alimentaires. L'ouvrage est structuré en trois parties : « Agrosphères » s'attache à explorer les équations mondiales de la sécurité alimentaire et des dynamiques géopolitiques à l'œuvre ; « Regards d'avenir » constitue une prospective sur les futurs de l'Europe centrée sur l'émergence de productions innovantes ; enfin, « Repères » donne des indications chiffrées sur l'agriculture et l'alimentation, en France et dans le monde.

Dans la première partie de l'ouvrage, la démonstration par Blanc et Pouch d'un monde plus instable est celle d'une insécurité alimentaire croissante d'ici à 2050 en raison du coup d'arrêt donné depuis 2016 au recul planétaire de la sous-alimentation observé au début du XXI<sup>e</sup> siècle. En cause, des phénomènes climatiques bien connus comme *El Niño* mais également, pour certaines zones, la « conflictualité » persistante comme au Congo, en Libye, au nord du Nigeria, en Somalie, au Soudan, dans le Sud syrien et au Yémen. Pour autant, ces conflits locaux ne sauraient masquer l'intensification des tensions commerciales attribuables à d'autres facteurs comme les transitions

alimentaires induites par l'émergence des classes moyennes ou bien le changement climatique anthropocène suspecté d'affecter les rendements céréaliers. Face à l'échec des négociations à l'OMC du cycle de Doha, le système d'information sur les marchés agricoles (AMIS) proposé par le G20 pourrait-il constituer un outil de gouvernance mondiale susceptible d'enrayer la crise du multilatéralisme ? De ce point de vue, l'Agenda 2030 pour atteindre les 17 objectifs du développement durable et l'Accord de Paris sur le climat en 2015 constituent des référentiels indispensables pour imposer aux États un minimum de coordination dans la gestion et la protection des biens publics mondiaux que sont le climat, la biodiversité, la santé et la sécurité alimentaire. L'article de Treyer livre un diagnostic sans concession sur les limites planétaires spécifiques au secteur agroalimentaire et l'interdépendance systémique entre santé et environnement : une gouvernance mondiale fragmentée et une évolution préoccupante des rapports de force, aggravant les risques de conflit. Face aux risques systémiques, l'auteur préconise la mise en place de systèmes d'alerte sur le climat, les conditions sanitaires et les marchés agricoles pour informer les stratégies de prévention et de résilience, incluant des instruments assurantiels pour les entreprises. Pour l'Union européenne, cela supposerait de refonder les politiques agricoles et alimentaires à partir d'un objectif de diversification nutritionnelle au moyen de stratégies basées sur la recherche et l'innovation par un projet agroécologique susceptible de prendre en compte la complexité des écosystèmes agricoles et un projet agro-industriel exploitant les économies de gamme plutôt que les économies d'échelle.

Deux études de cas viennent illustrer les difficultés de mise en œuvre de stratégies nationales : celle sur l'Éthiopie présentée par Damestoy comme une puissance agricole africaine majeure ceinturée par le système de conflits spécifiques à la Corne de l'Afrique et au

golfe d'Aden menaçant les accès aux ports pour ses exportations ; celle du Vietnam, présentée par Bouchot comme emblématique en Asie du Sud-Est des défis environnementaux, sanitaires et alimentaires que doivent affronter les pays dans la tranche inférieure des revenus intermédiaires pour conforter leurs capacités tant agricoles qu'industrielles. Selon Bourgeois, le développement en milieu rural peut consolider des pôles de stabilité en Afrique de l'Est venant réduire les conséquences de la mobilité de détresse engendrée par les conflits interethniques. Recherche et innovation peuvent être mobilisées pour répondre aux défis environnementaux : dans les pays riziculteurs aux rendements les plus élevés, le drainage au cours du cycle de production permet de réduire de 80 % les émissions de méthane ; le Vietnam s'ouvre aux investissements étrangers pour diffuser le riz hybride chinois au rendement supérieur de 20 % à celui du riz conventionnel. En Inde, face à la malnutrition chronique des jeunes enfants, de nouveaux protocoles de sélection, basés sur des technologies transgéniques (*Talens*<sup>1</sup> et *Crispr-Cas9*<sup>2</sup>) comme non transgéniques (*tilling*<sup>3</sup>), sont mobilisés pour augmenter les rendements des légumineuses, en renforçant leur résistance aux maladies et aux parasites tout en améliorant leurs qualités nutritionnelles.

L'insécurité alimentaire concerne autant les populations urbaines que rurales et l'élimination des pertes et gaspillages en constitue le premier défi logistique, comme le montre Willequet. Cependant, les priorités diffèrent entre pays industrialisés et en développement : pour l'Europe, il s'agit d'adapter les filières agroalimentaires aux nouvelles attentes et comportements des consommateurs ; tandis qu'en Afrique comme en Asie, l'urgence première est l'accès sécurisé à

la nourriture pour deux milliards d'êtres humains habitant les bidonvilles. Depuis la fin du système maoïste de rationnement alimentaire en 1987, la Chine a restructuré progressivement son système agroalimentaire de la production à la distribution : actuellement, s'opère selon Meyer, une révolution « phygitale », réinventant la distribution alimentaire sur la base de smartphones à connexion internet, voire imaginant des livraisons par drone, y compris en zones rurales. En Europe, l'épicerie en ligne se développe également, impactant à la baisse le cours des actions boursières des géants de la grande distribution sans épargner celui des multinationales de la transformation alimentaire.

Disposant depuis 2017 d'un Institut de convergence (*Digit#Ag*) en amont pour débloquer les verrous technologiques, l'agriculture numérique permettrait-elle de répondre au défi démographique ? Pour Bellon-Maurel, Bournigal et Lenain, la baisse du coût des capteurs, la couverture offerte par de nouveaux vecteurs d'acquisition de données, la robotique appliquée aux agroéquipements, et des technologies disruptives comme la *blockchain* semblent ouvrir la voie d'une économie de la production agricole basée sur de nouvelles formes de coopération et d'échange, y compris en Afrique comme au Ghana ou au Kenya. Confronté dès la constitution des kibboutzim aux contraintes hydriques à grande échelle, Israël fait figure désormais de leader dans la mise en place d'écosystèmes de recherche et d'innovation dédiés à la production agricole. En Californie, aux problèmes de sécheresse s'ajoute la pénurie de main-d'œuvre agricole à bon marché. Cependant, l'évolution des comportements alimentaires a orienté la production grâce aux capacités d'adaptation vers une trajectoire d'innovation agroalimentaire basée sur la génomique et l'exploitation de grands gisements de données par des algorithmes d'apprentissage profond : les industries de la vigne, du cannabis, de l'huile d'olive et de l'amande illustrent

1. Transcription activator-like effector nuclease.

2. Clustered Regular Interspaced Short Palindromic Repeats associated protein 9.

3. Targeting induced local lesions in genomes.

les potentialités de ce modèle présenté par Canteneur. En Argentine, le modèle agro-exportateur en grandes cultures s'est fortement développé en combinant innovations transgéniques et traitements phytosanitaires avec la pratique du semis direct.

Cependant, les évolutions disparates au sein de la population agricole dans sa tendance mondiale au vieillissement génèrent des tensions contrastées sur les systèmes agroalimentaires compte tenu des différentiels de productivité : selon Bergeret, pour résoudre cette équation générationnelle, il faudrait pouvoir prendre en compte l'allongement de la durée de vie active des agriculteurs, faciliter la transmission des exploitations agricoles, renforcer les capacités productives par des systèmes inclusifs de transmission de connaissances et d'innovation, mobiliser les potentiels productifs des flux migratoires et réaliser les promesses de l'agriculture numérique. Selon Bernhard, l'enseignement agricole constitue en France un levier pour relever le défi des transitions alimentaires et environnementales par la mobilisation de ses connaissances scientifiques et de ses savoir-faire technologiques désormais regroupés au sein d'un consortium national, l'Institut agronomique, vétérinaire et forestier de France. Se heurtant au mur de l'endettement de long terme que supposent l'investissement nécessaire en France et la transmission des actifs agricoles (terres, cheptels, bâtiments et matériels), l'agriculture française devra sans doute composer, selon Pouch, entre la voie familiale traditionnellement privilégiée jusqu'alors et l'ouverture aux capitaux non agricoles.

La partie « Regards » s'ouvre sur la problématique des nouvelles biotechnologies végétales (NBV), abordée par Bonjean en précisant leurs spécificités par rapport aux technologies d'édition de génome qui les ont précédées, dont les principales sont l'absence d'ADN étranger à l'espèce ciblée et la réduction des coûts d'élaboration de nouvelles lignées.

Si leur utilisation constitue un enjeu global compte tenu de leur très large champ d'applications et de leur faible coût, les NBV font néanmoins l'objet de multiples controverses soulevées par les organisations non gouvernementales de producteurs agricoles, de défense de l'environnement et de protection de la biodiversité, y compris en Europe où les produits de NBV demeurent soumis aux obligations de la directive 2001/18 régissant les OGM, en tant qu'organismes obtenus par mutagenèse.

En Europe, les évolutions climatiques et sociétales suscitent de nouveaux objectifs et contraintes concernant la santé des consommateurs, la sauvegarde de l'environnement, la dynamique des territoires et l'organisation des filières agroalimentaires. Ces évolutions entraînent l'Europe vers des voies d'adaptation institutionnelle nécessitant des changements d'orientation des politiques publiques, au premier plan desquelles figure la Politique agricole commune par le simple jeu de son poids budgétaire. Selon Le Morvan et Valluis, l'orientation vers une politique alimentaire durable doit se faire en faveur de la création de valeur dans le contexte d'un marché organisé et innovant, tout en laissant aux vingt-sept États membres la responsabilité d'une construction décentralisée. Cependant, une nouvelle donne géopolitique se profile à l'est de l'Oural où les sanctions prises à l'encontre de la Russie faisant suite à l'annexion de la Crimée en 2014 ont eu pour effet un rebond agricole de la Fédération de Russie passant du quatrième rang au premier rang des exportateurs de blé. Pourtant, selon Hervé, le projet d'une Eurasie agricole regroupant l'Europe, l'Ukraine et la Russie constituerait le bassin de production agricole le plus stable pour affronter le contexte de crise climatique et saisir les opportunités offertes par les corridors d'échange transcontinentaux des « nouvelles routes de la soie ».

En Amérique latine, la reconquête de ses espaces ruraux par la Colombie figure

au centre du processus de paix initié sur la base de l'accord de novembre 2016 entre le Gouvernement et la guérilla des Forces armées révolutionnaires de Colombie (FARC). Cependant, selon Guibert, Galvis et Munoz, la substitution concertée des cultures d'usage illicite génère des tensions dans les régions abandonnées militairement par les FARC, où les groupes illégaux exercent des pressions pour que les producteurs n'intègrent pas ces programmes de substitution.

Sur le plan mondial, le renouveau du marché de la bière est étudié par Ansart-Le Run, Lariven et Ruch : si la consommation décline dans les régions traditionnellement consommatrices comme l'Europe ou les États-Unis, elle est en forte croissance sur les marchés d'Asie, de Russie et d'Amérique du Sud. Aussi, le développement des « bières de spécialité » vient compenser l'essoufflement de l'offre de produits standardisés : en témoigne le concept des microbrasseries artisanales qui, après avoir été testé aux États-Unis, gagne désormais l'Europe.

Les conditions pour atteindre l'objectif de sécurité alimentaire pour tous sont étudiées par Rajaram et van Ginkel pour l'Afrique subsaharienne et l'Asie : cet objectif apparaît réalisable à l'horizon 2050 au moins pour l'Asie sinon pour l'Afrique, sous réserve d'une coopération efficace des secteurs publics et privés dans

la mise en œuvre des programmes de développement d'agroécosystèmes intégrés basés sur des exploitations de taille adaptée aux méthodes de production renouvelées par des politiques de transfert technologique en matière d'agriculture de conservation, de variétés tolérantes aux stress, en particulier hydrique, tirant parti des techniques d'hybridation et du génie génétique mais aussi par des politiques publiques internalisant le coût du gaspillage ou de la surexploitation des ressources. Dans cette perspective, les blés des oasis sahariennes constituent une ressource génétique primordiale pour l'adaptation au changement climatique : Bonjean, Monneveux et Zaharieva proposent donc la création d'un consortium de recherche pour la conservation, l'étude et la mobilisation de ces ressources génétiques.

Avec la coédition par l'Iris, cette édition 2019 poursuit un renouveau de la formule déjà engagé en 2018 avec une couverture plus globale des thématiques géopolitiques dans l'analyse du complexe agroalimentaire ; à l'avenir, les dimensions environnementales et sociétales pourraient être davantage sollicitées pour en démêler les conséquences financières, économiques et, *in fine*, politiques de ses évolutions. ■

**Dominique DESBOIS**  
INRA